

Communiqué du Conseil d'Etat

1er juin 2011

La version Internet fait foi

Sommaire

Genève internationale.....	4
Contrat de prestations entre l'Etat de Genève et le CIFEDHOP	4
Région transfrontalière	5
FESTIVAL extra-11 : soutien accordé au Théâtre Saint-Gervais	5
Genève	6
Réception en l'honneur du Servette FC	6
Dénonciation pénale d'un conseiller administratif de la commune de Plan-les-Ouates : ouverture d'une procédure disciplinaire	6
Services industriels de Genève : approbation des comptes 2010.....	7
Approbation du budget 2011 des Fondations immobilières de droit public	7
Stationnement en ville de Genève : mesures correctives et projets en cours.....	8
Aide financière accordée à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Genève pour l'année 2011	9
Soutien à l'association Sustainable Finance Geneva	9
« Pour le renforcement de la police municipale » : l'initiative communale en ville Genève n'a pas abouti	10
Agenda des invitations à la presse	11

Genève internationale

Contrat de prestations entre l'Etat de Genève et le CIFEDHOP

Dans le cadre de sa politique de soutien aux organisations non gouvernementales (ONG) et sur la base de la [loi sur le financement de la solidarité internationale](#), le Conseil d'Etat a accepté de contribuer pour trois ans, à raison de 80'000 francs par année, au renforcement des activités du [Centre international de formation à l'enseignement des droits de l'homme et de la paix \(CIFEDHOP\)](#) et d'établir à cet effet un contrat de prestations.

Depuis 1987, la Fondation CIFEDHOP forme du personnel enseignant à l'éducation aux droits humains et aux approches didactiques d'une telle action. Dans ce but, elle organise des séminaires et des rencontres, produit une documentation appropriée et œuvre au renforcement international de réseaux éducatifs.

Depuis 2007, elle collabore aussi avec la présidence du [Conseil des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies](#) (ONU). Par ses réseaux d'enseignants, elle contribue à faire remonter vers ce conseil des informations pouvant être utiles dans le cadre de l'[Examen périodique universel \(EPU\)](#). Cette particularité du dispositif complète les informations recueillies à cet effet par des ONG et se singularise par la fine capillarité des sources.

Le CIFEDHOP poursuivra en 2011-2013 ses activités, auxquelles s'ajoutent, d'une part, la publication d'un manuel d'éducation aux droits de l'homme pour éducateurs et enseignants en français, anglais, espagnol et arabe et, d'autre part, l'organisation à Genève d'un colloque international sur la [Déclaration des Nations Unies relative à l'éducation et à la formation dans le domaine des droits humains](#). C'est à Genève que cette déclaration a été élaborée, au cours d'un processus à présent achevé.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Région transfrontalière

FESTIVAL extra-11 : soutien accordé au Théâtre Saint-Gervais

Le Conseil d'Etat a accordé à la fondation de droit privé Théâtre Saint-Gervais une aide financière de 44'000 francs pour 2011, en soutien à la réalisation du projet culturel transfrontalier Annecy-Genève, débuté en 2009.

Cet événement régional, intitulé [FESTIVAL extra-11](#), réunit trois acteurs culturels de part et d'autre de la frontière : [Bonlieu Scène nationale Annecy](#), [l'Association pour la danse contemporaine \(ADC\) Genève](#) et le [Théâtre Saint-Gervais Genève](#). Il reflète la vitalité des arts vivants et plastiques de la région à travers dix-huit spectacles, ateliers publics, performances, expositions et vidéos.

Cette aide financière, qui s'inscrit dans le cadre du soutien à la culture (subvention et service aux acteurs et organismes culturels), reflète l'ambition du canton de renforcer les collaborations régionales et de favoriser le rayonnement et la diffusion des créations théâtrales et chorégraphiques genevoises à l'extérieur de ses frontières.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP,
☎ 022 546 66 70.*

Réception en l'honneur du Servette FC

Le Conseil d'Etat *in corpore* et la chancellerie d'Etat ont reçu ce jour à 12h30 à l'Hôtel de Ville les dirigeants et les joueurs du Servette FC, au lendemain de la victoire du club contre l'AC Bellinzzone, marquant le retour des « Grenat » en *Super League*. Au nom du gouvernement, le président du Conseil d'Etat, M. Mark Muller, a souligné la fierté des autorités au terme de la magnifique saison du club phare de Genève.

Devant plus de deux cents supporters et fans enjoués, scandant les traditionnels slogans « Merci Servette », « Servette FC, allez ! » et « Tous ensemble, oui ! », les joueurs se sont vu remettre une montre aux couleurs genevoises, tandis que le président du Servette FC, M. Majid Pishyar, s'est vu remettre une lettre de félicitations par le président du Conseil d'Etat. Le maire de la Ville de Genève, un conseiller administratif, des députés, des conseillers municipaux et des représentants de la Fondation du Stade de Genève, ont pris part à cette réception.



Dénonciation pénale d'un conseiller administratif de la commune de Plan-les-Ouates : ouverture d'une procédure disciplinaire

Par arrêté du 1^{er} juin 2011, le Conseil d'Etat, en sa qualité d'autorité de surveillance des communes, a décidé de l'ouverture d'une enquête disciplinaire à l'encontre de M. Thierry Durand, conseiller administratif de la commune de Plan-Les-Ouates, à la suite du dépôt par la chancellerie d'Etat auprès du procureur général d'une dénonciation pénale pour fraude électorale, infraction réprimée par l'[article 282 du code pénal](#).

Le grief de fraude électorale est susceptible de constituer une infraction à l'article 82 de la [loi sur l'administration des communes](#), qui prescrit que les conseillers administratifs, maires et adjoints qui enfreignent leurs devoirs de fonction imposés par la législation, soit intentionnellement, soit par négligence ou imprudence graves, sont passibles de sanctions disciplinaires, qui peuvent aller de l'avertissement à la révocation.

En effet, le respect du principe de fidélité et le devoir général de respecter les lois dans l'exercice des fonctions publiques constituent deux devoirs fondamentaux de la fonction de magistrat communal à Genève.

La procédure disciplinaire a été suspendue comme dépendant de l'issue de la procédure pénale.

A ce stade, aucune autre information relative à cette procédure ne sera communiquée.

Services industriels de Genève : approbation des comptes 2010

Le Conseil d'Etat a approuvé les comptes 2010 des Services industriels de Genève (SIG). Le gouvernement relève la bonne santé financière de l'entreprise, qui lui permet de financer un ambitieux programme d'investissements en phase avec le programme de législature du Conseil d'Etat. Il s'agit du développement des énergies renouvelables (solaire, éolien, hydraulique, biomasse, géothermie) et des réseaux thermiques. Les SIG sont également très actifs en matière d'économies d'énergie, avec leurs programmes éco21 (pour la diminution de la consommation électrique) et Ecoclimat (pour la diminution des émissions de gaz à effet de serre).

Le résultat opérationnel du groupe SIG (c'est-à-dire comprenant les impacts des trois filiales et des vingt-et-une sociétés dans lesquelles les SIG détiennent des participations) s'est élevé à 125 millions de francs en 2010.

Les coûts de fonctionnement sont bien maîtrisés. Les charges d'exploitation ont augmenté de 10 millions de francs (3%) à 338 millions de francs, principalement en raison du développement de nouvelles activités dans les domaines des nouvelles énergies renouvelables et de la maîtrise de l'énergie.

La capacité d'autofinancement des SIG atteint 260 millions de francs en 2010, ce qui a permis de couvrir les investissements et de rembourser 68 millions de francs. L'endettement bancaire à fin 2010 s'élève à 366 millions de francs. La trésorerie de l'entreprise est positive à 175 millions de francs. La solidité financière des SIG est maintenue et permettra à l'entreprise d'affronter sereinement ses défis futurs.

Pour toute information complémentaire : M. Daniel Chambaz, directeur général de l'office de l'environnement, DSPE, ☎ 022 388 80 01.

Approbation du budget 2011 des Fondations immobilières de droit public

Le Conseil d'Etat a approuvé le budget des cinq [Fondations immobilières de droit public \(FIDP\)](#) et de leur secrétariat général pour l'exercice 2011. Les FIDP gèrent plus de 6500 logements subventionnés HBM répartis sur l'ensemble du canton de Genève.

Toutes ces fondations prévoient un exercice positif pour l'année 2011, qui se détaille comme suit :

	Produits	Charges	Résultat
Fondation HBM Camille Martin	19,26 MF	15,33 MF	+ 3,93 MF
Fondation HBM Emile Dupont	16,58 MF	15,22 MF	+ 1,36 MF
Fondation HBM Emma Kammacher	21,69 MF	16,64 MF	+ 5,05 MF
Fondation HBM Jean Dutoit	24,14 MF	19,63 MF	+ 4,51 MF
Fondation René et Kate Block	6,94 MF	5,96 MF	+ 0,98 MF

Les bénéfices des fondations serviront à financer de futurs travaux de rénovation ainsi que la réalisation de nouveaux logements HBM (habitations bon marché). Dans l'intervalle, les disponibilités sont intégrées dans le système de *cash pooling* de l'Etat de Genève, qui permet à ce dernier de limiter le recours à l'emprunt.

Le secrétariat des FIDP, quant à lui, prévoit un exercice 2011 équilibré, à hauteur de 3,82 millions de francs tant pour les charges que pour les produits.

Pour toute information complémentaire : M. Philippe Favarger, directeur, cellule développement de projets, office du logement, DCTI, ☎ 022 546 65 04.

Stationnement en ville de Genève : mesures correctives et projets en cours

Le Conseil d'Etat a adopté deux rapports à l'intention du Grand Conseil et répondu à un courrier du Conseil administratif de la Ville de Genève, tous relatifs à la problématique de la circulation et du stationnement dans différents quartiers de la ville.

Les conditions de stationnement à la Jonction en voie d'amélioration

Dans son rapport sur la [pétition relative à l'amélioration des conditions de stationnement dans le quartier de la Jonction](#), le Conseil d'Etat indique que les 190 places supprimées en surface du fait, notamment, du réaménagement de la voirie lié à la réalisation du tramway Bernex-Meyrin seront compensées dans le futur parking du Carré Vert (ancien terrain d'Artamis). Ce parking proposera 292 places pour les voitures, dont 102 seront destinées aux locataires des logements réalisés sur le site et le solde de 190 pour les habitants du quartier. Il y aura aussi 64 places pour les deux-roues motorisés.

Le Conseil d'Etat a également demandé que les services compétents travaillent à l'amélioration de l'occupation des parkings habitants et la fréquentation des parkings en ouvrage à usage public. Un catalogue de mesures sera soumis au Conseil d'Etat en été 2012. Parallèlement, comme le prévoit le [plan directeur du stationnement](#), un inventaire de l'offre de stationnement privé et public en Ville de Genève sera entrepris.

Les différents parkings publics du quartier disposent de réserves de capacité. A ce titre, le Conseil d'Etat relève cependant que l'offre pour les habitants mise en place depuis quelques mois au prix forfaitaire de 1'800 francs par an dans le parking David-Dufour n'a convaincu qu'une vingtaine de résidents de la Jonction, sur une centaine de places mises à leur disposition.

Enlèvement des véhicules gênants en Vieille-Ville : les interventions du SIS doivent être facilitées

En réponse à un courrier de la Ville de Genève s'inquiétant des difficultés d'accès du Service d'incendie et de secours (SIS) dans le secteur de la Vieille-Ville, le Conseil d'Etat rappelle que l'arrêté réglementant les mesures de circulation dans ce secteur, en vigueur depuis la fin 1998, généralise la priorité piétonne dans l'ensemble du secteur en la signalant soit en zone de rencontre, soit en zone piétonne. Les agents du contrôle du stationnement veillent à une stricte et bonne application de cette directive.

Malgré ces contrôles, on peut constater une incivilité constante des automobilistes. Dans ce contexte, la procédure d'enlèvement des véhicules gênant le libre accès du SIS est parfaitement possible, dans les termes prévus par la [loi d'application de la législation fédérale sur la circulation routière du 18 décembre 1987 \(LaLCR\)](#). De surcroît, la [loi sur les agents de la police municipale, les contrôleurs municipaux du stationnement et les gardes auxiliaires des communes \(LAPM\)](#), permet à l'Etat de déléguer l'application de ces prescriptions cantonales aux agents de la police municipale.

Pour le surplus, le SIS pourrait se voir octroyer lesdites prérogatives cantonales, en cas de stationnement gênant rencontré lors de ses interventions d'urgence, par le biais d'une modification des articles 9 et ss de la [LaLCR](#). Le Conseil d'Etat est disposé à ouvrir à cette fin une rencontre entre les services compétents de la Ville et du canton.

Plan d'aménagement des Pâquis : le dossier encore en mains de la Ville

Dans son rapport au Grand Conseil sur la [pétition contre la suppression de places de stationnement dans le quartier des Pâquis](#), enfin, le Conseil d'Etat indique que le projet dont il est question, qui porte sur la fermeture de plusieurs rues dans le quartier des Pâquis, n'a pas encore été officiellement remis par la Ville de Genève

aux services compétents de l'Etat. Dès lors, ceux-ci ne pourront qu'informer le service de l'aménagement urbain de la Ville des craintes des pétitionnaires liées au maintien des places de stationnement et au risque de division du quartier en deux secteurs.

Cependant, dans la mesure où toute modification de réglementation de la circulation ou du stationnement implique au préalable la publication d'une enquête publique dans la Feuille d'avis officielle (FAO), les pétitionnaires auront encore, cas échéant, l'opportunité de s'exprimer dans un délai de 30 jours s'ils estiment que leurs demandes n'ont pas été prises en compte par la Ville de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint chargé de la mobilité, DIM,
☎ 022 327 96 05.*

Aide financière accordée à l'Institut de médecine sociale et préventive de l'Université de Genève pour l'année 2011

Conformément à la [loi genevoise sur les indemnités et les aides financières du 15 décembre 2005 \(LIAF\)](#), le Conseil d'Etat a accordé à l'Institut de médecine sociale et préventive (IMSP) de l'Université de Genève une aide financière d'un montant total de 59'000 francs pour l'année 2011.

Cette aide permettra à l'IMSP d'accroître l'attractivité et la fréquentation des sites [Stop-alcool.ch](#) et [Stop-cannabis.ch](#), notamment par le développement de programmes interactifs, la diffusion de programmes d'aide au sevrage et la création d'une version allégée du site Stop-alcool pour téléphone portable. Cette aide s'inscrit dans le cadre du [plan de promotion de la santé et de prévention des maladies](#).

*Pour toute information complémentaire : Mme Elisabeth Débenay, direction générale de la santé, DARES,
☎ 022 546 50 16.*

Soutien à l'association Sustainable Finance Geneva

Le Conseil d'Etat a alloué une aide financière de 25'000 francs pour l'année 2011 à l'association [Sustainable Finance Geneva \(SFG\)](#).

Lancée en 2008, l'association SFG est portée par des professionnels de l'investissement. Elle vise à sensibiliser les acteurs financiers aux solutions d'investissement responsable qui concilient le développement économique avec les enjeux sociaux et environnementaux. Elle s'attache en outre à promouvoir la place financière genevoise en tant que pôle de la finance durable. L'association compte actuellement 238 membres et bénéficie du soutien de plusieurs institutions financières genevoises renommées.

L'aide octroyée par l'Etat doit permettre à la SFG de poursuivre le développement de ses missions, non seulement au travers de ses activités ordinaires (site internet, publications, conférences publiques, tables rondes, etc.), mais également par le lancement de nouveaux projets tels que la mise en place de partenariats avec des institutions académiques, le développement des canaux de communication avec notamment l'utilisation des réseaux sociaux, ou la constitution de groupes de travail chargés d'étudier et de documenter les diverses thématiques liées à la finance durable.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joelle Andenmatten, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 02.*

« Pour le renforcement de la police municipale » : l'initiative communale en ville Genève n'a pas abouti

Le Conseil d'Etat a constaté le non-aboutissement de l'initiative communale en ville de Genève intitulée « Pour le renforcement de la police municipale ».

La vérification des signatures déposées à l'appui de l'initiative a donné les résultats suivants :

- nombre de signatures annoncées par les déposants : 4607
- nombre de signatures réellement déposées par les déposants dans le délai légal : 4514
- nombre des signatures contrôlées, soit le total des signatures déposées : 4514
- nombre de signatures valables : 3690

Le nombre de 4000 signatures valables requis par la [constitution](#) (art. 68B, al. 1, let. e) n'étant pas atteint, l'initiative n'a pas abouti.

Les recours contre la décision en matière de validation des signatures doivent être adressés à la Chambre administrative de la Cour de justice au plus tard six jours dès le lendemain de la publication de l'arrêté constatant le non-aboutissement de l'initiative dans la Feuille d'avis officielle (FAO).

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,
☎ 022 327 95 00.*

Agenda des invitations à la presse

Sous réserve de modifications

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
14 juin 11h00	Inauguration du tram « Stop violences à la maison »	Arrêt TPG « Place de Neuve »	DSPE	Yvette Renard ☎ 022 327 92 06 David Bourgoz ☎ 022 546 89 80
16 juin 11h45	Présentation officielle des résultats de la sélection des vins de Genève	Cour de l'Hôtel de Ville	DIM (OPAGE)	Denis Beausoleil ☎ 022 388 71 55